Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 33 (2006)
Heft: 5

Artikel: Patriotisme et démocratie : Plaidoyer en faveur d'un patriotisme "light"
Autor: Eckert, Heinz / Imhof, Kurt
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912409

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Plaidoyer en faveur d'un patriotisme «light».

La croix blanche sur fond rouge est devenue un accessoire à la mode et la Suisse a le vent en poupe dans toutes les couches de la population: la tendance est à un patriotisme d'un nouveau genre, apolitique. Kurt Imhof, sociologue et expert en patriotisme nous en explique les raisons. Interview: Heinz Eckert

«Revue Suisse»: *Il y a quelques années à peine, il était encore de bon ton de critiquer la Suisse. De quoi venait cette attitude négative face à la patrie?*

Kurt Imhof: Le mouvement de mai 68 a donné naissance à une lutte politique contre l'Etat et toutes ses prérogatives, notamment les excès de la guerre froide tels que la surveillance étatique, la police fédérale, l'extension du service des renseignements, mais aussi la bourgeoisie et les capitalistes. Il ne faut pas oublier que le PS – comme le PRD d'ailleurs – était un parti clairement estampillé de la marque de l'Etat. Ce contre quoi le mouvement de mai 68 protestait également. A cela s'est ajouté le fait que dans le dualisme nord/sud, la Suisse n'était pas considérée comme une victime, mais bien comme un coupable. La révolution devait donc venir de la partie méridionale. Les partis bourgeois ont ensuite repris le flambeau de la lutte de gauche contre l'Etat. Ainsi, dans les années septante, le PRD faisait sien le slogan «Plus de liberté, moins d'Etat». L'antiétatisme découle donc d'une longue tradition de gauche, mais aussi de droite.

C'était bien avant Ronald Reagan et Margaret Thatcher...

Oui, la Suisse avait alors un temps d'avance dans la lutte pour le néo-libéralisme. Ce n'est que bien des années plus tard que Reagan et Thatcher ont accédé au pouvoir avec des programmes similaires. Ensuite, en 1983, l'UDC et le PRD ont repris le «sceptre de l'antiétatisme» qu'ils ont assorti d'un «patriotisme rural», grâce auquel ils ont fait des adeptes. Ainsi, dans les années nonante, l'antiétatisme était associé au patriotisme et renforcé en se fondant sur la défense de l'esprit de la nation, un mélange qui créa la recette du succès de l'UDC.

Etait-ce un calcul de l'UDC?

Avec ce programme, pour beaucoup, l'UDC avait certes comblé un vide, mais je ne crois pas qu'il s'agisse d'un calcul. Christoph Blocher est à coup sûr un patriote; il ne joue pas la comédie.

Un patriotisme qui n'a plus grand-chose à voir avec celui affiché aujourd'hui.

Kurt Imhof: la Suisse dépourvue de couleurs politiques.

Non. L'UDC a fortement imprégné le patriotisme d'une notion politique. Ceux qui entretenaient le mythe helvétique à grands renforts de drapeaux étaient clairement engagés politiquement. Un engagement que les débats sur l'holocauste, dans les années nonante, a encore accentué, ce qui a permis à l'UDC de renforcer sa perception spécifique de la Suisse.

Vous êtes à l'origine de la notion de patriotisme «light». De quoi s'agit-il?

C'est une forme de patriotisme qui ne vient ni de la droite conservatrice, ni du centre, ni de la gauche. La politique économique mondialisée du centre l'empêchait de gérer l'Etat national, tandis que pour la gauche, il n'apparaissait pas politiquement correct de trouver un quelconque mérite à la Suisse. Ce nouveau patriotisme vient des jeunes qui n'ont pas été impliqués dans les vieilles querelles politiques et qui aiment la Suisse, tout simplement.

Et quand cette forme de patriotisme est-t-elle apparue?

Les doutes qu'a suscités la mondialisation n'ont pas seulement aidé l'UDC; ils ont également préparé un terrain propice à ce nouveau patriotisme. Ensuite, en célébrant la Suisse de manière insouciante, l'Expo.02 a agi comme un catalyseur renforçant encore davantage la tendance au nouveau patriotisme. Même les milieux culturels étaient de la partie. La Suisse a alors montré une image dépourvue de couleurs politiques.

Et depuis, il est de nouveau possible de sortir avec une croix suisse sur la poitrine, tout en restant à la mode?

Oui. L'Expo a propulsé la croix suisse au rang d'accessoire à la mode. Tous ceux que la Suisse accapare politiquement ou qui l'avaient reniée pour des raisons politiques ont été rattrapés par des jeunes convaincus de vivre dans un pays génial. Ces jeunes se sont livrés à des comparaisons qui les ont soudain rendus fiers de leur patrie.

D'autres pays se préoccupent-ils autant du patriotisme?

La gauche italienne éprouvait aussi une réticence face à l'Etat, mais sinon, nulle part ce sentiment n'a été exprimé aussi fortement qu'en Suisse. La Suisse est précisément une nation empreinte de volonté, dépourvue d'une perception de soi évidente, héritée de l'histoire. Elle a besoin d'un renouvellement perpétuel.

REVUE SUISSE Octobre 2006 / N° 5
Photo: Keystone, Traduit de l'allemand

Les vertus suisses telles que propreté, sécurité, ponctualité, fiabilité, si chères aux jeunes, n'ont-elles pas été perçues comme telles auparavant?

Au contraire, on les a même rejetées. La gauche les a décriées au prétexte de leur côté ringard et bourgeois, tandis que le centre était d'avis que ces acquis helvétiques coûteraient trop cher. Seule l'UDC restait partisane du patriotisme.

Une démocratie a-t-elle besoin de patriotisme?

Une démocratie repose sur la foi en la communauté, la loyauté et l'acceptation. Pourquoi sinon devrions-nous nous plier à une décision démocratique? La démocratie n'est donc pas envisageable sans patriotisme. Un précepte que la gauche et le centre ont – étonnamment – ignoré ou oublié pendant plusieurs années. Et ce n'est pas tout: la Suisse fut même rejetée et considérée comme un modèle dépassé. Beaucoup étaient en effet d'avis qu'un monde globalisé n'avait pas besoin d'identités nationales.

Quel rôle la question de l'UE a-t-il joué?

Un rôle décisif. Elle a divisé l'élite. Auparavant, politique et économie avaient toujours progressé main dans la main. Et cette séparation n'augurait rien de bon pour la propre perception du pays.

Précisément, on assiste maintenant à une forte poussée de patriotisme de la part des Secondos. Ces derniers ne devraient-ils pas plutôt avoir une attitude multiculturelle?

C'est le résultat d'un processus d'intégration réussi, qui débouche toujours sur un type d'identification exacerbée. On assiste au phénomène inverse dans les banlieues françaises, où des «sous-sociétés» sont nées d'immigrés non intégrés.

La tendance au nouveau patriotisme se ressent-elle à l'échelle mondiale?

Oui, l'Etat national en tant que modèle d'ordre primaire de la société mondialisée revit et prend une importance plus que symbolique. Les hommes s'identifient par le biais de leur Etat national. C'est une réaction à la mondialisation. En parallèle, la discussion autour de la démocratie s'intensifie.

Quelle est l'importance du sentiment national pour l'identité personnelle?

D'un point de vue politique, il est crucial. Dans une démocratie, l'absence de sentiment national patriotique conduit à une incapacité de gouverner et de réguler. Subjectivement parlant, l'importance du sentiment national varie.

Alors vous jugez l'évolution actuelle positive?

Absolument. Notre démocratie n'est pas envisageable sans un souverain qui ne se perçoive lui-même comme citoyen suisse.

Un Euroturbo perçoit-il les choses de la même façon?

Les Euroturbos ont oublié cette perception car ils ne voient que la primauté de l'économie et le marché comme principe de régulation.

En termes d'identification, l'Europe ne suffit-elle pas?

L'identité européenne repose soit sur le refus de nouvelles guerres, soit sur le christianisme, soit sur l'information. Or, seule l'information conviendrait comme dénominateur commun en vue d'une identité européenne.

Le patriotisme est aussi toujours une question de mesure. Quelle dose est supportable?

Cela dépend de la nature du patriotisme. Le patriotisme ethnique exclut les autres; il présente les mêmes dangers que celui qui s'inspire de la religion et véhicule le concept de l'élu. Deux tendances partout trop répandues. En revanche, il ne peut exister trop de patriotisme républicain ouvert, né d'un acte volontaire des citoyens d'un Etat.

Politiquement, le nouveau patriotisme influera-t-il sur les prochaines élections fédérales?

Très certainement. Il s'agit maintenant de savoir à quel point la gauche et le centre seront en mesure d'offrir à la Suisse des projets et des perspectives, ainsi que de se consacrer à leur propre pays. Formation, famille, transports, consensus et démocratie, tels pourraient être les thèmes abordés. Si le PS, le PRD et le PDC s'occupent de la Suisse et de ses institutions, l'UDC stagnera à un niveau élevé. De même, la politique européenne doit se fonder sur la souveraineté. Les hommes politiques européens doivent entrer en scène avec l'objectif de donner à l'Europe une dimension suisse. Alors le projet aboutira.

KURT IMHOF, 49 ans, est professeur en sciences de la presse et en sociologie à l'Université de Zurich, où il dirige le département de recherche Opinion publique et Société. Dessinateur en bâtiment et conducteur de travaux avant d'embrasser une carrière universitaire, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les médias, la communication et l'évolution sociale.

Suite de la page 11

des nouveaux marchés d'Europe centrale et orientale et doit de ce fait aussi contribuer au développement de ces régions. De même, ils mettent en garde contre le fait qu'un non de la Suisse pourrait mettre en péril la voie bilatérale. Autre question en suspens: la ratification de la participation de la Suisse à l'accord de Schengen. Sans compter les entretiens préalables concernant l'accord sur le marché de l'électricité et l'intérêt de la Suisse à négocier un accord de libre-échange sur les produits agricoles.

Au moins 200 francs par enfant

«Un enfant, une allocation», tel est le principe approuvé en mars dernier par le Parlement. Si le peuple lui emboîte le pas fin novembre, l'allocation mensuelle se montera, en Suisse, à 200 francs par enfant et 250 francs par jeune en formation au moins, quel que soit le taux d'occupation des parents. Font l'objet d'une exception les personnes exerçant une activité lucrative indépendante, qui ne tombent pas sous le coup de ce régime obligatoire appliqué à l'échelle nationale.

Les allocations sont actuellement du ressort des cantons. Elles varient ainsi, pour le premier enfant, de 154 francs dans le Jura à 260 francs en Valais. Dans 17 cantons, les parents reçoivent actuellement moins de 200 francs pour le premier enfant. Il s'agit toutefois de taux minimaux. Dans tous les cantons, aujourd'hui déjà, les allocations sont plus élevées à compter du deuxième ou troisième enfant, ainsi que pour les jeunes en formation. En outre, les employeurs sont libres d'octroyer des allocations plus élevées. Les employés fédéraux touchent ainsi 330 francs par mois pour le premier enfant.

Cette harmonisation engendrera un surcoût annuel de quelque 600 millions de francs, dont les trois quarts devront être supportés par l'économie, qui finance les allocations par le biais des contributions de l'employeur, raison pour laquelle l'Union suisse des arts et métiers et l'Union patronale ont déposé un référendum, avec le soutien du PRD et de l'UDC. Les syndicats, le PDC, le PS et les Verts se disent quant à eux favorables au projet. Ils jugent choquantes les disparités cantonales actuelles et considèrent l'augmentation des allocations pour enfants comme une pierre angulaire de la politique familiale. Le Conseil national s'est prononcé en faveur d'une allocation minimale uniforme à 106 voix contre 85, le Conseil des Etats à 23 contre 1. (RL).